

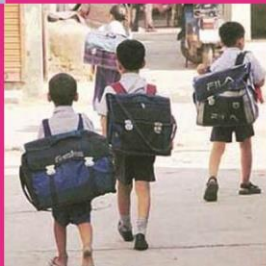
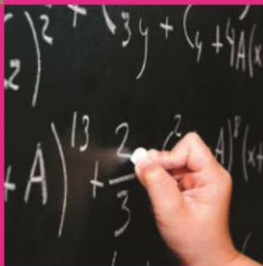


العلوم الإجتماعية  
Social Science Forum



# Où vas l'éducation en Tunisie ?

## Repères, tendances et enjeux



2014

## Table des matières

Liste des tableaux .....	3
Introduction.....	4
I. Généralités et Présentation de l'enquête .....	7
1. Aperçu général de l'éducation en Tunisie .....	7
2. Description de l'enquête .....	9
II. Résultats de l'enquête.....	10
I. Appréciation et évaluation du personnel éducatif.....	10
• Evaluation du comportement du personnel éducatif .....	10
• Evaluation du rendement des enseignants .....	11
• L'absentéisme des enseignants et la communication avec l'administration de l'école .....	12
II. Appréciation de l'infrastructure et les conditions scolaires.....	14
• Infrastructure des établissements scolaires.....	14
• Les conditions de transport vers et depuis l'école .....	15
• L'hygiène au sein des établissements scolaires .....	16
III. La violence dans les établissements de l'enseignement de base .....	17
• La violence à l'intérieur de l'école.....	18
• La violence à l'extérieur de l'école .....	18
IV. Analyses et discussion .....	19
Conclusion .....	24

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Évolution globale des données du secteur primaire. ....	8
Tableau 2 : Appréciation de l'utilité de des cours particuliers selon différents critères. ....	12
Tableau 3 : Appréciation de l'infrastructure des établissements scolaires par régions en Tunisie. ....	15

## Liste des graphiques

Figure 1 : Appréciation du rapport Parents/Personnel éducatif. ....	10
Figure 2 : Appréciation de l'infrastructure des établissements scolaires selon le milieu. ....	14
Figure 3 : Appréciation des conditions de transport vers et depuis l'école selon le milieu. ....	16
Figure 4 : Appréciation de l'hygiène au sein des établissements scolaires. ....	16
Figure 5 : Réactions des parents face à un problème d'enseignant avec leurs enfants. ....	18

## Introduction

L'éducation est un droit fondamental humain. L'article 26 des déclarations universelles des droits de l'homme stipule que toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.<sup>1</sup>

L'éducation est la clé de la construction d'une société saine, prospère et épanouie. C'est un ingrédient nécessaire pour intégrer la vie socioculturelle et avoir le sens d'une citoyenneté active.

Depuis l'indépendance, la Tunisie s'est engagée dans une stratégie nationale de promouvoir l'éducation comme étant un facteur de développement humain et socio-économique. Un effort national a été fourni dans le cadre des continuelles réformes de l'infrastructure, des systèmes éducatifs et des programmes pédagogiques. Les programmes de l'éducation ont été souvent inspirés du système éducatifs français dans l'optique d'une nouvelle Tunisie moderne et instruite.

Le taux de scolarisation à l'école primaire à l'âge de 6 ans est de 99%<sup>2</sup> depuis l'an 2000, un taux souvent enregistré dans les pays développés. La Tunisie a toujours accordé une place privilégiée au secteur de l'éducation. Le budget annuel de l'État alloue, en moyenne, plus de 20%<sup>3</sup> des fonds publics aux chapitres de l'éducation et de la formation, soit l'un des taux les plus élevés du monde. La question qu'on devra se poser sera la suivante : La qualité de l'enseignement de base en Tunisie est au même niveau de ces pourcentages encourageants ?

Actuellement, après le bouleversement politique, économique et socioculturel suite à la révolution du 14 janvier, un débat intensif s'est déclenché concernant la stratégie du pays au niveau de l'éducation nationale. Tous les intervenants et les influents de l'éducation nationale contribuent, chacun à sa manière, à ce débat qui a pris des tournants et qui commence à avoir des conséquences et des effets parfois un peu trop spectaculaires sur l'ensemble du pays. La question d'une évaluation collective de la situation actuelle du secteur de l'éducation nationale de base est mise en évidence. Un diagnostic collectif est désormais une nécessité pour remédier aux maux et renforcer nos points forts de notre stratégie actuelle. Le système éducatif tunisien présente plusieurs problématiques dont l'infrastructure scolaire et sanitaire, la compétence, les capacités organisationnelles et la gestion des ressources humaines, les mécanismes de suivi, d'évaluation et de contrôle, etc...

---

<sup>1</sup>Article 26 « *Déclaration universelle des droits de l'homme.* »

<sup>2</sup> Ministère de l'éducation et de la formation

<sup>3</sup> [www.unicef.org](http://www.unicef.org)

Les cours extrascolaires agacent la famille tunisienne. Supposé être un moyen de rattrapage et de consolidation du savoir, les séances parascolaires sont désormais largement critiquées. L'efficacité et la qualité de ces cours sont désormais très mal vues par les parents. Les cours extrascolaires sont même conçus comme une forme de privatisation de l'enseignement. Les parents contestent vigoureusement l'utilisation des ressources et des équipements scolaires étatiques au sein de l'école pour donner des cours extrascolaires payants. La famille tunisienne doit désormais faire face à des charges financières pour l'enseignement de leurs fils, chose ou service qui est supposé être totalement gratuit au sein des écoles tunisiennes. Les cours privés sont malgré tout un fardeau pour les familles, en particulier pour celles qui bénéficient de revenus limités. Le coût peut s'élever entre 30 et 90 dinars par leçon. Et pour couronner le tout, racontent élèves et parents, certains professeurs leur mettent la pression pour les diriger vers des cours particuliers. Dans certaines circonstances, certains enseignants qui s'obstinent à donner des cours particuliers payants dans les écoles publiques en recourant à des pressions inadmissibles allant de l'intimidation et du harcèlement, aux menaces de sanction sur les écoliers dont les parents ne veulent pas ou n'ont pas les moyens d'inscrire leurs enfants à ces cours particuliers. Ce phénomène est en train de s'aggraver, profitant de l'absence de toute mesure corrective de la part des responsables et constitue une forme d'injustice sociale dans un secteur sensible et délicat.

La lutte contre ce fléau n'est pas uniquement l'affaire de l'administration. Elle requiert, en revanche, une synergie des efforts entre les diverses parties impliquées dans l'opération éducative, les composantes de la société civiles, les syndicats et les autorités locales. Une conscience populaire développée de la gravité de ce fléau est nécessaire parce que l'avenir de nos écoliers en dépend.

Les horaires et les emplois de temps des écoliers sont déjà trop chargés pour en rajouter des cours particuliers que la valeur ajoutée n'est pas toujours garantie. La remédiation à ce problème nécessite des réformes radicales au niveau de notre système éducatif. Ce n'est plus la question de légitimer ou pas le recours aux cours extrascolaires mais de la nécessité de ces cours. Nos écoliers ont-ils vraiment besoin de cours parascolaires ? Les enseignements sont-ils en nécessité de chercher des revenus supplémentaires pour compléter leurs faibles salaires en donnant des cours particuliers et en usant des équipements et des ressources étatiques et du contribuable ?

Les établissements scolaires ne recevaient que 20% des revenus des cours supplémentaires légaux et organisés au sein des écoles contre des sommes dérisoires alors que les enseignants empochent les 80% restants. Ce phénomène est également contesté du point de vue qualité et surtout la motivation des enseignants qui préfèrent s'investir dans les cours parascolaires à leurs domiciles contre des sommes qui varient de 70 à 200 TND par mois en fonction de la matière enseignée, du niveau et de la région.

L'absentéisme des enseignants est un phénomène qui ne cesse de s'accroître durant ces dernières années. En effet, dans un climat politique changeant et en mutations continues, le taux d'absentéisme a atteint des records ces derniers mois. Les parents contestent l'absence parfois totale et régulière des enseignants dans les établissements de leurs enfants. Le phénomène s'aggrave amplement depuis le changement politique en Tunisie et l'accroissement des revendications sociales, accompagnées souvent par des grèves et des protestations. L'absentéisme touche principalement les grandes villes. L'absentéisme est dû, en partie à un manque et/ou une mauvaise gestion des ressources humaines. Certains parents ont déclaré que leurs fils ont dû supporter l'absence de leurs

enseignants qui avaient des congés maladies ou de maternité de moyenne et longue durée, surtout que l'école n'a pas prévu un remplaçant. Dans un tel métier, qui est principalement féminine, les absences sont de plus en plus, plus intensives et mal gérés.

Les entretiens avec les parents ont démontré que les enseignants mécontents de leurs affectations manquent toujours à l'appel et enregistrent des taux d'absentéisme élevé et inacceptable. L'absence de mécanisme de contrôle aggrave la situation, surtout qu'au niveau de l'éducation nationale, il n'existe pas de médecine du travail et les contrôles des arrêts maladie sont plutôt rares...

Bizarrement, le taux d'absentéisme dans les milieux défavorisés et ruraux est moins important malgré le déséquilibre au niveau de l'infrastructure routière et les difficultés de se rendre à l'école pour un enseignant qui vit loin du village et qui emprunte le transport et les navettes quotidiennement.

La gestion des cours de rattrapage ne fait que compliquer les choses avec une désorganisation totale et une manière anarchique de compenser les retards subis. Programmer des cours de rattrapage n'importe comment à cause de l'absentéisme des enseignants ne fait qu'affecter les connaissances des écoliers et réduire leurs capacités à assimiler puisqu'ils souffrent déjà d'un emploi de temps chargé, accentué par des heures de rattrapages durant les weekends et les vacances, périodes où les écoliers sont supposé se reposer.

La remédiation à ce phénomène passe par la valorisation des salaires des enseignants et la conception d'un outil de contrôle et de suivi centralisé ayant des normes et des prérogatives assez claires pour punir et sanctionner les absentéistes. Le renforcement de dispositif de contrôle de l'assiduité des enseignants. Ensuite, la question du rapprochement familial est plus que nécessaire, voir cruciale. C'est un sujet chaud qui devra faire le centre de toute tentative de réforme au niveau du secteur de l'éducation nationale.

Concernant l'interruption des études durant le premier cycle de l'enseignement de base, les chiffres ne dépassent pas les 2% selon les chiffres de l'éducation nationale. Néanmoins, ce chiffre est se multiplie tout en allant un peu plus vers les niveaux supérieurs. Le taux d'abondance dans les régions intérieures et dans les milieux ruraux est plus beaucoup plus important. Le désintérêt pour l'éducation dans chez les familles rurales freine le cursus scolaire de leurs fils. Dans leurs pensées, les parents issus des régions rurales croient que l'agriculture, la maçonnerie et les petits métiers auxquelles leurs enfants seront condamnés n'exigent pas un niveau d'éducation élevé. Le taux d'abondance scolaire dans le milieu rural est beaucoup plus important chez les jeunes filles que les jeunes garçons. La mentalité conservatrice dans ces milieux stipule que la fille rurale est supposée s'occuper de son foyer familial. Les fonctions d'une femme au foyer ne nécessitent pas un niveau d'éducation élevé et donc pas besoin d'aller en école.

Plusieurs familles ont été obligées de stopper le cursus de leurs enfants pour des soucis financiers. N'est plus capable à payer les fournitures scolaires de leurs fils, plusieurs familles ont été obligées de sortir leurs enfants de l'école et les introduire au marché de l'emploi comme des apprentis pour des métiers artisanales ou autres. Les familles monoparentales et les catégories fragiles sont plus exposées à ce phénomène et la nécessité de synchroniser entre les autorités sociales et les responsables de l'éducation nationale est une nécessité. De façon générale, on remarque que les enfants issus de milieux peu instruits et socialement défavorisés sont plus susceptibles que les autres

de quitter prématurément le système scolaire. Il en va de même des enfants handicapés, issus de l'assistance publique et de l'immigration. Le décrochage scolaire est dû aussi à la démotivation de jeunes écoliers. Plusieurs d'entre eux préfèrent travailler et se faire de l'argent au lieu de passer des années à l'école.

De notre part, nous avons réalisé une enquête au sujet de l'éducation de base auprès des parents que nous analyserons ses résultats au fur et au mesure de ce rapport. Nous discuterons ces résultats en vue d'exposer la réalité du secteur aux décideurs, aux différents composantes de la société civile, aux parents et à tout les influents de l'éducation nationale.

## **I. Généralités et Présentation de l'enquête**

### **1. Aperçu général de l'éducation en Tunisie**

L'éducation en Tunisie est passée par plusieurs phases. Initialement et avant la colonisation française, l'éducation était à priori religieuse. Les mosquées jouaient le rôle des écoles, les lycées et les universités de nos jours. L'enseignement en Tunisie était dominé par la prestigieuse grande mosquée de l'olivier (Zitouna). L'enseignement était directement issu de la prédication, il n'y avait pas des programmes à suivre ni des examens à passer. On s'intéressait principalement à l'apprentissage du coran et des sciences religieuses. Il fallait que l'enseignement se répande un peu plus à l'intérieur du pays. La Zitouna n'offrait des chances d'accès à l'enseignement qu'aux habitants de Tunis ou les fils des familles aisées.

Un système d'éducation traditionnel et toujours religieux est mis en place alors. Cet enseignement était donné dans les « kottebs », une sorte des écoles primaires qui se tiennent à l'intérieur des mosquées. Le programme d'enseignement était généralement standard : On apprenait à lire, écrire et réciter le coran. Les brillants rejoignaient la Zitouna à la capitale après recommandation du « Moueddeb ».

Ensuite, quelques écoles ont été fondées principalement à Tunis, dirigées par des Italiens, des français et d'autres personnes de la communauté étrangère en Tunisie. Le gouvernement beylical de l'époque s'est inspiré de ces écoles pour fonder Le collège « Sadiki » en 1875 et qui a sorti de ses ranges, l'élite politique et culturelle de l'époque.

Plusieurs réformes ont été adoptées après l'indépendance dans le cadre d'un projet étatique pour éradiquer l'ignorance et l'illettrisme d'une population enfin libérée. Le président Bourguiba a introduit le système éducatif traditionnel dans un système unifié où il y avait une place pour les sciences exactes, la philosophie et l'histoire. L'engagement dans ce projet était constitue un acquis national et la base sur laquelle s'est fondée toute la stratégie éducative tunisienne. Les nombres des écoles se multipliaient annuellement et les lycées secondaires sont apparus quelques ans plus tard. On a enregistré des taux importants comparables à des chiffres observés dans les grandes nations développées.

Le nombre des écoles est passé de 3214 écoles en 1985 à 4523 en 2012 selon les statistiques du ministère de l'enseignement et de formation professionnelle. La présence féminine dans les écoles primaires est de 48,1 % et la moyenne des élèves/instituteur est de 17. Les chiffres et les taux sont satisfaisants et prometteurs. Les dernières données recensées et publié

concernant le cycle primaire dans les rapports statistiques du ministère de l'éducation et de la formation professionnelle le confirment.

**Tableau 1 : Évolution globale des données du secteur primaire.**

Filles %	Ratio élèves/classe	Ratio élèves/enseignants	Effectif des enseignants		Effectif des élèves		Nbre d'écoles	Année scolaire
			Dont femmes	Total	Dont filles	Total		
44.1	32.9	33.1	13150	37412	546089	1238968	3214	85/84
45.5	30.5	29.7	19626	46077	622622	1369476	3774	90/89
46.8	31.3	25.3	27927	58279	689921	1472844	4286	95/94
47.4	29.6	23.3	29736	60333	665813	1403729	4456	00/99
47.7	25.0	20.1	29871	58342	558906	1171019	4494	05/04
47.8	22.5	17.4	31384	58716	487441	1019421	4507	08/07
48.0	22.2	17.1	32003	59011	483011	1006488	4513	09/08
48.0	22.1	17.2	32109	58567	484198	1008600	4517	10/09
48.1	22.1	17.5	31844	57349	482133	1003017	4518	11/10
48.1	21.9	17.2	33126	58833	487719	1014836	4523	12/11

Direction générale des études, de la planification et des systèmes d'informations  
Statistiques scolaires (2011/2012)

Deux millions d'élèves ont repris, le 15 septembre 2012, le chemin de l'école, a indiqué Abdellatif Abid, ministre de l'Education, lors d'une conférence de presse, qui a eu lieu le mercredi, 29 août 2012, au siège de la présidence du Gouvernement.

Les 2 millions se répartissent comme suit : 1.026.500 élèves dans l'enseignement primaire, soit une hausse de 11700 par rapport à l'année 2011, et 922 000 élèves de l'enseignement secondaire rejoindront leurs lycées, enregistrant, de ce fait, un recul de 15 mille par rapport à l'année dernière.

Le nombre des élèves dans les classes préparatoires (5ans) a atteint 43 500, soit 600 nouveaux élèves par rapport à 2011.

Le budget alloué à l'éducation a atteint en 2012 plus que 3000 millions de dinars dont 2836.7 millions sont des dépenses de fonctionnement et 163,5 millions de dinars sont des dépenses d'investissement, selon le rapport annuel de ministère de l'éducation



Les chiffres sont à priori satisfaisants et démontrent un intérêt réel et capital pour l'enseignement comme étant une stratégie nationale. Pour pouvoir juger objectivement la situation de l'enseignement de base en Tunisie, nous devons s'interroger sur la qualité et non pas se contenter d'une lecture simpliste des chiffres précédemment cités, d'où la nécessité d'élaborer une enquête de satisfaction auprès des influents du secteur. Nous avons choisi de cibler les parents des élèves des différentes régions et gouvernorats du pays.

## **2. Description de l'enquête**

L'enquête a été menée par un ensemble des enquêteurs formés et ayant les qualifications nécessaires pour interviewer les répondants. L'enquête a couvert tous les gouvernorats du pays. L'échantillonnage a été conclu en se recourant aux services de l'INS (L'institut national des statistiques). Le déroulement de l'enquête consistait à questionner les parents à la proximité des écoles et/ou des collèges. C'est donc, une enquête de type face à face dont la communication est directe. On a demandé à un échantillon de 1200 parents d'évaluer la qualité de l'enseignement de leurs enfants du point de vue compétences du personnel, infrastructure, programmes scolaires, etc... L'échantillonnage est structuré selon les méthodes de quotas. L'équipe des enquêteurs comporte 24 enquêteurs et sept superviseurs répartis dans tout le territoire tunisien.

La gestion de l'enquête et l'analyse des résultats ainsi que la rédaction de ce rapport ont été faits par le personnel de l'association. Les données ont été traitées par le logiciel informatique SPSS

## II. Résultats de l'enquête

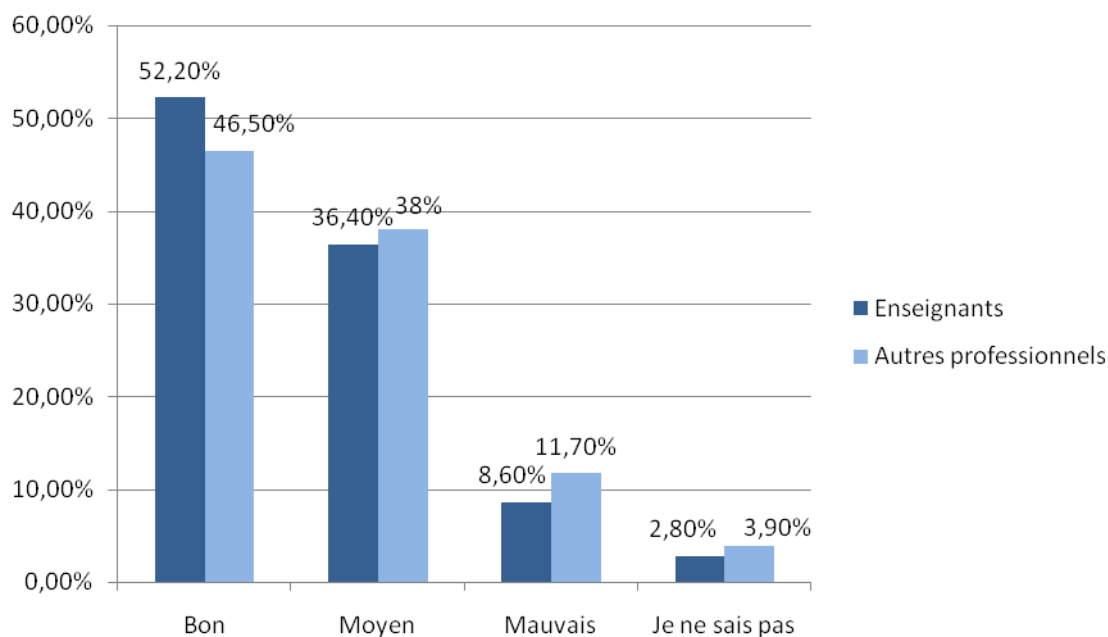
### I. Appréciation et évaluation du personnel éducatif

Les parents sont en rapport continu avec le personnel éducatif en exerçant le suivi scolaire de leurs enfants. Ce rapport est primordial et sa nature affecte la réussite ou l'échec de l'élève, d'où la nécessité d'une évaluation concrète de tout le personnel éducatif des établissements de l'enseignement de base.

- **Evaluation du comportement du personnel éducatif**

Plus que 50% (n=633) des répondants estiment que le comportement des enseignants envers les parents est bon dont 56,8% sont des femmes. Concernant le rapport entre les autres professionnels de l'éducation et les parents, 46,5% (n=564) des répondants l'ont jugé bon dont 49,7% sont des femmes.

Figure 1 : Appréciation du rapport Parents/Personnel éducatif.



Environ 60% des répondants du milieu communal jugent la relation entre parents et enseignants comme étant bonne et plus que 53% du même milieu trouvent que la relation entre parents et les autres professionnels des établissements scolaires est bonne. Pour les répondants du milieu non communal, plus que 52% trouvent que la conduite des enseignants envers les parents est bonne et 46,6% des répondants du même milieu jugent la conduite des autres professionnels des établissements scolaires comme étant bonne.

Les répondants de dix-sept gouvernorats trouvent que la conduite des enseignants envers les parents est bonne avec des pourcentages qui varient entre 50% et 81% (enregistré à Siliiana). Les degrés d'insatisfaction les plus remarquables ont été observés à Béja (17,3%) et Mednine (17,1%). Quant aux autres professionnels de l'éducation de base, les répondants d'onze gouvernorats estiment que leur conduite vis-à-vis des parents est bonne avec des pourcentages qui varient entre 50% et 72,4%

(encore une fois enregistré à Siliana). Les degrés d'insatisfactions les plus remarquables ont été obtenus respectivement à Béja (42,3%), Ariana (28,6%) et Mednine (22%).

L'instituteur n'est plus un simple transmetteur des connaissances. Il a été toujours lié étroitement avec l'élève, la famille et leur entourage. La relation parent/instituteur n'est pas toujours au beau fixe. La qualité de l'accueil, la communication et l'échange dépendent essentiellement de la de l'écoute, une qualité qui commence à se faire rare au sein de la société tunisienne et dans un environnement où la tension s'est développée après des changements politiques et socioculturelles. Ce rapport souffre déjà d'une certaine rigidité aggravée par les mutations de la société tunisienne et accentuée par la déstabilisation sociale. Les professeurs en manque d'adaptabilité aux évolutions de l'environnement et les attentes de la famille tunisienne sont souvent critiqués sur la défaillance concernant trois principales qualités fondamentales, liées à la personnalité de l'instituer pour un rapport instituteur/citoyen sain et productif, à savoir : la communication, la compétence, et le civisme.

Paradoxalement, le gouvernorat de Siliana où le niveau de vie et le niveau d'instruction de la population locale est un peu au dessous de la moyenne enregistre des taux de satisfaction remarquables. Dans un milieu défavorisé les citoyens et les professeurs ont su optimiser la qualité de l'échange entre eux. La qualité de l'échange se dégrade dans les grandes villes où l'embouteillage et le stress sont le pain quotidien des habitants.

La contradiction réside dans la baisse de niveau d'exigence des parents issus des régions défavorisées. Le niveau de vie, le niveau d'instruction et l'infrastructure globale et éducative affectent visiblement le niveau d'exigence. Les habitants des zones défavorisées où les taux de la pauvreté et de chômage atteint des records, le citoyen baisse inconsciemment des revendications et des exigences concernant leurs droits fondamentaux dont l'éducation et la santé. Ils se contentent de valoriser les services qu'on leur présente et leur ambition ou attentes pour un produit ou un service meilleur sont faibles ou voir inexistantes. Le processus d'évaluation de l'éducation dans ces zones ne suit pas une démarche objective ayant des seuils à ne pas dépasser, c'est plutôt une perception personnelle de la situation.

- **Evaluation du rendement des enseignants**

Sur un barème de quatre niveau de satisfaction, les répondants ont été appelés à estimer l'apport des enseignants selon l'observation et l'évaluation quotidienne des leurs enfants. Environ 50% (n=605) trouvent que l'enseignant contribue à la progression du niveau de leurs enfants, plus que 37% (n=449) jugent l'apport des enseignants moyen, tandis que 9,8% (n=118) ne sont pas du tout satisfait du travail des enseignants et ne croient pas qu'ils participent convenablement à la progression des résultats des écoliers.

Le degré optimal de satisfaction a été enregistré à Siliana avec plus que 87% et à Kasserine avec 68,4%. Par contre l'insatisfaction de l'apport des enseignants s'est concentrée à Sfax (32,7%) et Béja (18,14%). L'évaluation selon le milieu de l'habitation des répondants est presque la même avec des négligeables différences statistiquement insignifiantes. Les jugements de l'apport des professeurs dépendent essentiellement de niveau d'instruction des parents. On a remarqué que les parents issus des milieux défavorisés sont les moins exigeants et les plus satisfaits de rendement des instituteurs.

Les enquêtés ont été priés de nous faire part de leurs avis concernant les heures supplémentaires et évaluer leurs effets sur les écoliers. Environ 58,4% (n=656) des interviewés croient que les heures supplémentaires sont obligatoires alors que 41,6% (n=474) pensent plutôt le contraire. L'évaluation de l'utilité de ces heures et leurs effets sur le niveau des écoliers pourra se résumer dans le tableau suivant.

**Tableau 2 : Appréciation de l'utilité de des cours particuliers selon différents critères.**

Critères	Nature	Bénéfique	Moyenne	Sans utilité	Neutre
<b>Milieu</b>	Communal	28,6%	37,5%	16,8%	17,1%
	Non communal	24,5%	39,7%	22,9%	12,9%
<b>Genre</b>	Hommes	24,2%	39,2%	23,9%	12,7%
	Femmes	25,2%	39,3%	21,0%	14,5%
<b>Niveau d'instruction</b>	Analphabète	26,1%	38,8%	11,9%	23,1%
	Primaire	31,2%	39,5%	15,6%	13,7%
	Secondaire	21,9%	38,1%	29,6%	10,4%
	Universitaire	18,7%	39,8%	27,7%	13,9%

La majorité des répondants trouvent que l'heure d'étude supplémentaire est moyennement bénéfique. Une sorte d'un consensus s'est établi entre les enquêtés malgré les différences de milieu d'habitation, le genre et le niveau d'instruction. Toutefois, il faut signaler que les heures supplémentaires sont largement critiquées, dans le sens où c'est devenu une obligation qui affecte les notes de l'élève. Les notes sont désormais accordées en fonction de financement et paiement des cours particuliers. Les familles dépensent énormément en vue de combler la défaillance du système éducatif. Les profs n'investissent plus en classe pour justifier le recours aux heures supplémentaires. L'élève, lui aussi n'écoute plus comptant sur les cours particuliers et les notes de ses profs quasiment garantis tant que sa famille paye.

Les heures supplémentaires est un outil de correction supposé renforcer les connaissances de l'élève acquises lors de sa scolarité et en suivant les programmes pédagogiques du système. Cet outil est devenu, dans certains cas, un fardeau qui pèse sur le budget de la famille et sur la conscience de l'écolier.

- **L'absentéisme des enseignants et la communication avec l'administration de l'école**

On s'est adressé aux parents pour mesurer le mécontentement suite à des probables absences des enseignants qui peuvent affecter la scolarité de l'élève et ses résultats. Environ 46,7% (n=566) pensent que l'absentéisme des enseignants est inacceptable tandis que 50,4% (n=611) ont déclaré qu'ils n'ont pas ce souci. Les neutres ne constituent que 2,9% (n=35).

Plus que 68% (n=819) pensent que les grèves des enseignants de l'enseignement de base ne sont pas légitimes, 14% (n=173) les ont justifié alors que 18% (n=212) ont répondu qu'ils ne savent pas. Il n'y aucune différence statistique signifiante entre les positions des répondants vis-à-vis de l'absentéisme et la légitimité des grèves entre les habitants du milieu urbain et les habitants du milieu rural. Les positions par niveau d'instruction montrent que les répondants ayant un niveau universitaire sont plus au moins les plus tolérants concernant les grèves puisque 35,2% d'eux croient en la légitimité des grèves des enseignants de l'enseignement de base.

La majorité des interviewés ont souhaité de ne plus associer la scolarité de leurs enfants à leurs demandes sociales. Il y a d'autres façons pour revendiquer des droits à part sanctionner les petits écoliers. Les positions concernant l'instrumentalisation de l'éducation de base comme un moyen de pression syndicale restent mitigés. L'enseignement est un secteur sensible et idéalement, on doit le laisser en dehors de toute instrumentalisation politique, ethnique, sociale ou syndicale.

Au niveau de la communication avec l'administration des écoles et des collèges de l'enseignement de base, 58,4% (n=708) des répondants affirment qu'ils ont été invité à des réunions et ou séminaires au sein de l'école. Seulement 53% (n=495) d'eux ont réellement répondu à l'appel de l'administration et ont assisté à ces réunions. Les parents ayant un niveau universitaire semblent les plus intéressés par ces réunions puisque plus que 60% d'eux ont déclaré qu'ils assistent souvent. Les femmes sont plus enthousiastes à l'idée de participer à une réunion à l'école, 56,8% des répondants du sexe féminin participent à ces réunions contre un taux participatif masculin de 49,9%.

Le taux d'assiduité à ces réunions d'évaluation dépend essentiellement de la localité de l'école. Les établissements du milieu urbain ont souvent des difficultés concernant l'organisation des réunions. Ça dépend aussi du niveau d'instruction des parents et la volonté et l'implication du cadre éducatif de l'école. Généralement, il y a une certaine négligence pour ces réunions de la part de la famille tunisienne, faute de motivation, du temps et parfois des moyens de l'école.

Environ 41% des interviewés ont été appelé à aider financièrement l'établissement à supporter quelques dépenses. Ces dépenses se répartissent souvent entre l'aménagement de la cour ou du jardin de l'école, le décor intérieur des sales et l'organisation des fêtes et des manifestations occasionnelles.

Certes la participation citoyenne à l'aménagement de l'école pour assurer un confort minimal aux enfants est un acte d'émancipation et de civisme, mais rendre ces dépenses comme étant une taxe à payer est un indice d'incapacité financière à assurer le bon fonctionnement des cours au sein de l'établissement scolaire. La gouvernance et la bonne gestion des ressources financières au sein de nos établissements scolaires souffrent des lacunes, de l'incompétence et même de la corruption.

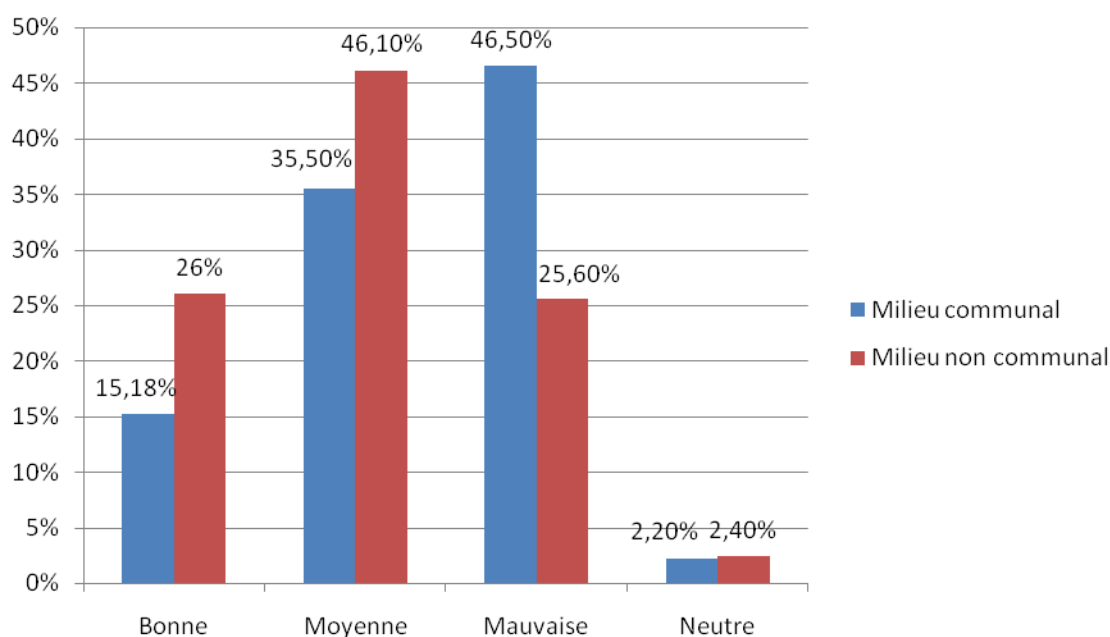
## II. Appréciation de l'infrastructure et les conditions scolaires

L'infrastructure, les équipements, les conditions générales de l'enseignement influencent le niveau scolaire de l'élève. On s'est adressé aux parents pour évaluer l'infrastructure et l'hygiène au sein de l'établissement, les circonstances et les conditions relatives à la fréquentation et de l'école.

### • Infrastructure des établissements scolaires

Sur un barème de quatre niveaux, l'infrastructure de l'établissement en question était jugée bonne par 21,8% (n=264), moyenne par 41,1% (n=500) des répondants. Par contre 34,6% (n=418) pensent qu'elle est mauvaise et les neutres ne font que 2,2% (n=27). Les réponses se différencient logiquement selon le milieu. Plus que 46% des répondants du milieu communal trouvent que l'infrastructure des établissements est mauvaise, tandis que plus 46% du milieu non communal l'ont jugé de moyenne.

Figure 2 : Appréciation de l'infrastructure des établissements scolaires selon le milieu.



Plus que 45% des répondants des gouvernorats du Grand Tunis et du nord-ouest semblent insatisfaits du niveau de l'infrastructure des établissements scolaires de leurs régions. Le degré d'insatisfaction le plus élevé a été enregistré à Béja avec un taux de 67,30%, suivie de Mannouba et Ben Arous avec respectivement 59,20% et 50,80%.

La majorité pense que l'infrastructure des établissements scolaires par régions est moyenne et avec des pourcentages qui varient entre 31,30% et 54,20% mais ça reste une moyenne arithmétique que les analyses par gouvernorats peuvent l'infirmier.

Le mécontentement est phénoménal aussi au grand Tunis. La concentration démographique est le facteur clé de ce mécontentement. Le gouvernorat de Mannouba, qui souffre déjà du déséquilibre régional, avait le taux d'insatisfaction le plus élevé qui a influencé le score global de la zone du Grand Tunis.

**Tableau 3 : Appréciation de l'infrastructure des établissements scolaires par régions en Tunisie.**

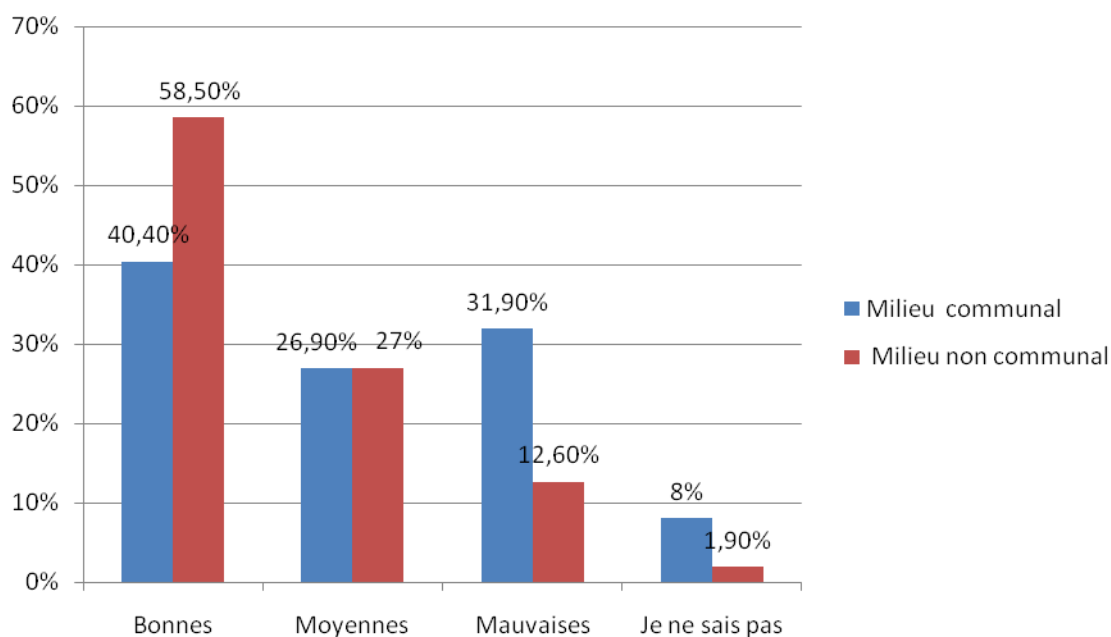
	Bonne	Moyenne	Mauvaise	Neutre
<b>Grand Tunis</b>	18,15%	33,70%	46,70%	01,42 %
<b>Nord-est</b>	28,73%	38,93%	30,10%	02,30%
<b>Nord-Ouest</b>	22,27%	31,30%	45,95%	00,47%
<b>Centre-Est</b>	23,80%	52,32%	19,65%	04,20%
<b>Centre-Ouest</b>	14,70%	45,00%	36,60%	03,63%
<b>Sud-est</b>	33,96%	38,93%	25,90%	01,20
<b>Sud-ouest</b>	07,80%	54,70%	36,33%	01,13%

- **Les conditions de transport vers et depuis l'école**

Les conditions de déplacement vers et depuis l'école influencent les résultats et le rendement scolaire des écoliers. Les répondants ont avoué que généralement les conditions de déplacements sont bonnes avec un pourcentage de (50,70%), moyennes avec (27,60%) et mauvaises avec (19,10%).

Sur un barème de quatre options, les réponses des enquêtés par milieu était comme illustrées dans le graphique suivant. Les conditions de transport dans le milieu non communal est relativement meilleures que celles au milieu communal. Ceci peut s'expliquer par les problèmes de circulation, et l'embouteillage qui caractérise le milieu urbain.

Figure 3 : Appréciation des conditions de transport vers et depuis l'école selon le milieu

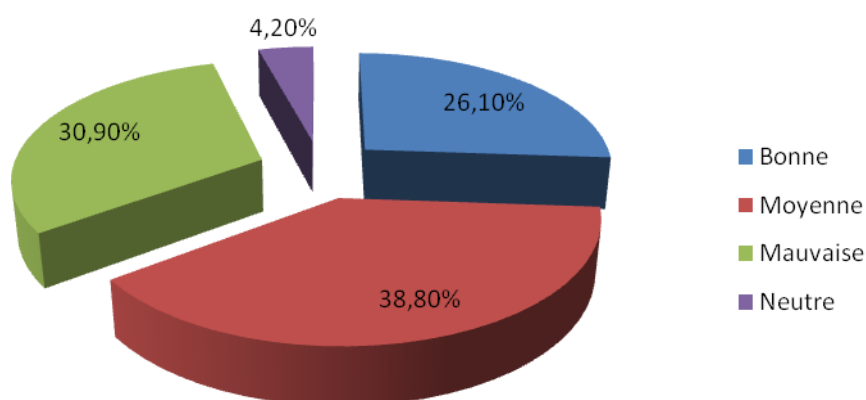


Le mécontentement et l'insatisfaction au sujet des conditions de déplacement vers et depuis l'école au nord-ouest du pays semble important. Plus que 30% des répondants des gouvernorats de Siliana, Béja et Jendouba sont insatisfaits. La géographie de cette région et le manque flagrant d'une infrastructure adéquate justifient ce pourcentage et ce mécontentement.

- **L'hygiène au sein des établissements scolaires**

Concernant l'hygiène, 26,10% (n=315) des interviewés l'ont qualifié de bonne, 38,80% (n=468) l'ont jugé de moyenne, tandis que 30,90% (n=373) l'ont trouvé mauvaise et les neutres constituent 4,20% (n=51).

Figure 4 : Appréciation de l'hygiène au sein des établissements scolaires



L'hygiène paraît plus satisfaisante au sein des établissements du milieu non communal avec des taux d'appréciation 29,50% et 39,50% respectivement pour les options « bonne » et « moyenne » contre



23,30% et 37,70% enregistrés au milieu communal pour les options précédemment citées. Les gouvernorats ayant moins d'hygiène selon les répondants sont Mannouba (57,10%) et Ben Arous (52,40%).

Matériellement, l'état des installations au sein et des conditions sanitaires disponibles dans et autour de l'école est déplorable. Le déséquilibre régional initial, la concentration démographique et l'absence d'une maintenance régulière qui peut être dû à une incapacité financière sont généralement derrière la détérioration du niveau de l'hygiène dans les établissements de l'enseignement de base du pays.

Plus que 60% (n=731) des parents enquêtés ont affirmé que leurs enfants bénéficient d'un suivi médical au sein de l'établissement scolaire. Seulement 25,10% (n=300) croient que ce suivi médical couvre les besoins des élèves en nécessité. Une négligeable différence a été observée au niveau de l'appréciation du suivi médical selon le milieu, communal ou non communal. Par contre l'insatisfaction au sujet du suivi médical au milieu communal touche plus que 50% des répondants alors qu'elle au tour de 37% dans les établissements du milieu rural.

Bizerte et Jandouba souffrent selon les répondants d'un manque ou une inexistence totale du suivi médical dans les établissements de l'enseignement de base avec respectivement 60,10% et 61,80% des réponses négatives. La satisfaction semble être importante aux villes côtières, notamment à Sousse (81,63%), Monastir (71,42%) et Mahdia (70,21%).

Paradoxalement les villes ayant une infrastructure globale plus au moins bonne sont les villes où on a enregistré des taux d'insatisfaction énormes au sujet du suivi médical. Ces taux sont affectés notamment par le niveau d'exigence des parents issus des ces zones qui est au dessus des ceux qui sont dans les zones intérieurs qui sont un peu plus indifférents au sujet de suivi médical dans les établissements scolaires. Ces zones souffrent déjà d'un manque au niveau de la situation sanitaire. Ils ne soucieront pas de la santé de leurs fils dans leurs écoles tant qu'il y a une incapacité totale ou partielle à répondre à leurs besoins primaires dans les centres sanitaires. Les défaillances de la stratégie nationale de la santé scolaire et le manque de coordination entre les deux ministères font que le suivi médical au sein des établissements scolaire se limite à la vaccination hebdomadaire contre certaines maladies une fois que les élèves ont atteint un certain âge. La moyenne médecin/habitant influence aussi partiellement le niveau de satisfaction parentale concernant le suivi médical.

### **III. La violence dans les établissements de l'enseignement de base**

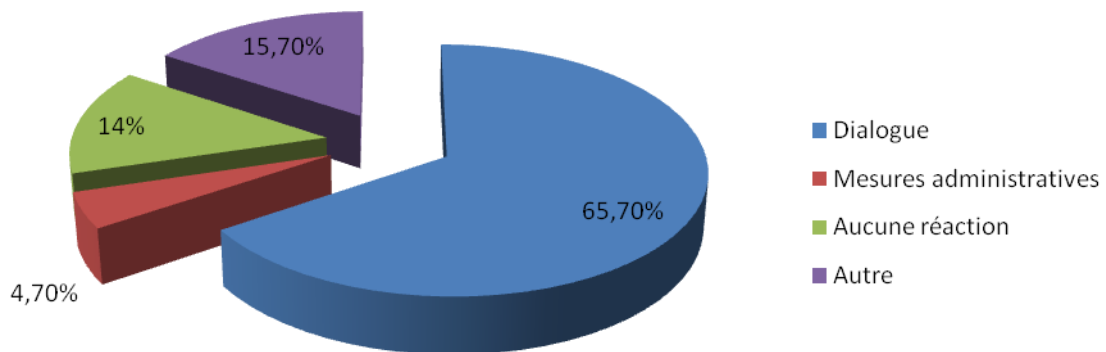
La société tunisienne vit des mutations socioculturelles qui fait neutre parfois la violence On s'est intéressé à cerner les avis des parents concernant la violence à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur de l'école.

- **La violence à l'intérieur de l'école**

Plus que 28% des répondants ont déclaré que leurs enfants ont subi à la violence au sein de l'école. Un chiffre qui demeure inquiétant. Environ 7% (n=83) affirment que leurs enfants ont subi la manipulation et l'influence des enseignants et l'endoctrinement concernant leurs principes religieux et leurs idées personnelles. Ces pratiques sont plus courantes dans le milieu rural que le milieu urbain selon les réponses des parents enquêtés. Plus que 20% des répondants ont affirmé que leurs enfants avaient eu des problèmes avec les enseignants. Les parents du milieu rural à avoir déclaré ça sont d'ordre de 21% alors que les parents du milieu communal font 17%. Pour résoudre ces soucis et ses problèmes entre enseignant, élève et parents, les répondants avaient principalement le choix entre le dialogue et les procédures administratifs et judiciaires. La majorité penche vers le dialogue.

On a remarqué une tendance générale à se recourir au dialogue mais ça ne devra pas cacher qu'il y a quand même des cas où les procédures judiciaires et les mesures correctives étaient présentes. Ça ne devra pas cacher non plus qu'il y a une catégorie des interviewés qui ont déclaré qu'ils ont pu résoudre leurs différences avec les enseignants en employant d'autres méthodes, mis à part le dialogue directe et les procédures judiciaires et qui se résument en grande partie dans les relations personnelles et les connaissances au sein et en dehors de l'établissement ou le personnel éducatif.

**Figure 5 : Réactions des parents face à un problème d'enseignant avec leurs enfants.**



- **La violence à l'extérieur de l'école**

Plus que 34% des répondants ont déclaré que leurs fils ont subi des agressions ou des actes de violence à l'extérieur de l'école. Environ 37% des répondants du milieu rural affirment que leurs enfants ont subi des actes de violence contre seulement 20% des répondants du milieu communal. Ces actes proviennent des élèves mêmes et des étrangers à la proximité des écoles et des établissements scolaires. Les établissements scolaires ne sont pas à l'abri de ce phénomène qui se répand massivement dans la société tunisienne. Les établissements scolaires sont devenus la cible

de toute contestation sociale qui dérape. Dans un communiqué de presse, l'ancien ministre d'éducation a estimé que les pertes et les dégâts subis suite aux dégradations, aux vols et aux incendies perpétrés contre les établissements scolaires et infrastructures éducatives au cours de l'année scolaire 2011-2012 à 32 millions de dinars (MD), dont 14 MD en équipements et 18 MD pour les bâtiments. Selon l'ancien ministre de l'Education Abdelatif Abid, ce montant aurait pu permettre de construire 16 collèges ou de recruter 2.000 professeurs, a-t-il précisé. Ces informations ont été divulguées lors du point de presse tenu, jeudi 6 décembre 2012.

La situation sécuritaire du pays a fait que la drogue, le cannabis et les cigarettes circulent librement dans au sein de notre société. Le plus alarmant, c'est que les écoliers ne sont plus à l'abri de ce fléau. Plus que 17% de l'ensemble des répondants affirment que les enfants leurs ont parlé des cigarettes, le cannabis et parfois la drogue dans le milieu scolaire. Le milieu non communal avait plus que 16% des réponses affirmatives à l'existence des drogues alors que ces réponses ne font que 11% dans le milieu communal.

C'est un danger majeur et des pourcentages qui tirent la sonnette d'alarme en vu de lancer un appel de détresse pour sauver nos écoles et nos enfants.

#### **IV. Analyses et discussion**

La présente enquête nous a permis de faire participer les parents à l'évaluation de l'efficience des systèmes éducatifs de l'enseignement de base. On a relevé l'existence d'un consensus et une volonté commune d'améliorer la qualité de l'enseignement. Il est temps de passer le stade de la quantité pour s'intéresser à la qualité de l'enseignement en général, l'enseignement de base essentiellement. Les revendications sont multiples et intenses pour une meilleure qualité des programmes, de l'infrastructure scolaire et la qualification du personnel éducatif. On a apprécié une volonté citoyenne à s'engager dans un processus participatif d'évaluation, de réformes et d'amélioration de la qualité de l'enseignement de base.

Une première tentative qui pourra constituer un élément de recherche et un support physique pour traiter la question de la qualité de l'enseignement différemment et d'un point de vue parental. Les parents n'étant pas au centre de l'éducation nationale pourront désormais être associés à l'évaluation, le conseil et même l'engagement dans un débat national productif et structuré. L'enquête a permis aux citoyens de se prononcer en toute liberté sur les défaillances du système éducatif et cibler concrètement les maux de l'éducation nationale.

Toutefois, notre enquête demeure incomplète, vue la taille réduite de la population et sa présentabilité en comparaison avec la population totale du pays. L'enquête n'a pas mis l'accent sur l'évaluation des programmes pédagogiques et s'est limité à observer le rendement global du personnel éducatif. Ces limites peuvent transmettre un aperçu incomplet de la situation de l'éducation nationale

Nous avons essayé tout au long de notre enquête de déceler les différentes problèmes et lacunes du système éducatif au niveau de l'enseignement de base. On a voulu traiter la question de l'éducation

de base en se référant aux avis et attentes des parents des écoliers. Un premier diagnostic montre que les lacunes du système éducatif en Tunisie se concentrent sur quatre principaux axes.

- **La dimension sociale**

La population tunisienne vit actuellement les premiers asymptotes de vieillissement, on assiste de plus en plus à une baisse de nombre des élèves dans les écoles primaires. En effet le nombre des élèves a passé de 2 millions 125 mille au cours de la rentrée 2007/2008 à environ 2 millions d'élèves le 15 septembre dernier a confirmé Abdellatif Abid, l'ancien ministre de l'Education, lors d'une conférence de presse, tenue, mercredi, 29 août 2012, au siège de la présidence du Gouvernement.

Selon le site du Ministère de l'éducation, le taux de scolarité ne cesse de s'améliorer pour la tranche d'âge inférieure à 11 ans mais diminue au-delà du collège. Par ailleurs, les effectifs du premier cycle de l'enseignement de base a commencé à diminuer depuis 1994 : 1 472 844 élèves, 1999 : 1 403 729 élèves, 2004 : 1 171 019 élèves. Une diminution qui s'explique par la baisse des naissances enregistrée au cours de la dernière décennie, ainsi que par l'amélioration des taux de réussite qui n'est pas toujours le reflet d'une amélioration de niveau.

La famille tunisienne n'a cessé de se métamorphiser depuis quelques années et la moyenne élève/famille est en baisse continue.

La sortie de la femme au travail a affecté la formation préscolaire de l'enfant. La Ne pouvant pas assurer l'équilibre entre sa vie professionnelle et ses devoirs au sein de son foyer la mère lègue souvent ses enfants à des crèches ou à des jardins d'enfants. Les parents, trop absents ou trop pressants consacrent de moins en moins du temps à la formation et à l'éducation de leurs fils. La situation familiale est un facteur de taille qui peut affecter la scolarisation de l'enfant. En effet, les enfants des parents monoparentaux ou séparés trouvent généralement des difficultés à l'école, se traduisant par faible niveau qui peut aboutir à l'échec scolaire.

L'environnement et ses mutations brusques et répétitives ne fait que dégrader le niveau intellectuel de l'enfant. La relation parents /enfant se réduit à un cercle vicieux de donnant - donnant matériel, déléguant entre temps l'éducation réelle aux nouveaux médias, la rue, la télévision et même internet. Les crèches et les jardins d'enfants essentiellement se sont multipliés comme étant une alternative de taille pour combler l'absence parentale et réduire ses effets sur la formation de leurs enfants. Ces jardins d'enfants ne sont pas soumis à un programme d'enseignement unifié ni à une structure d'évaluation concrète. La formation préscolaire d'un futur écolier dépendra donc des choix, des programmes et de la compétence de la gérante du jardin ou son personnel. Le niveau d'instruction et la scolarisation moyenne des parents influencent le niveau de l'enfant et sa préparation pour franchir la nouvelle étape et intégrer l'école.

Un nouveau climat de tension s'est établi suite à la crise politique que traverse le pays. La violence, la délinquance et la criminalité ont su infiltrer les rangs des écoliers et collégiens. On assiste aussi à des problèmes de toxicomanie, de plus en plus intenses au sein de nos établissements scolaires. Ce phénomène a été observé dans les différents milieux et avec une densité alarmante.

- **La dimension économique**

Certes l'enseignement est gratuit en Tunisie, mais les conditions financières de la famille affectent massivement la scolarité de l'enfant. La couche sociale moyenne représente plus que 80% de la population tunisienne et constitue le corps fondamental de la société du pays. Cette couche souffre de plus en plus de l'incapacité à honorer ses engagements financiers avec une montée spectaculaire des prix et une hausse continue de taux d'inflation. Les familles sont de plus en plus dans l'incapacité de payer les fournitures scolaires, les heures supplémentaires et les livres de soutien scolaire parallèles aux programmes pédagogiques officiels. La valorisation de l'éducation des enfants au sein de la famille est primordiale pour la réussite scolaire. La nature de l'habitation (propriétaire ou locataire) demeure une préoccupation majeure pour la famille tunisienne qui peut affecter le budget familial et la scolarité de l'enfant par conséquent.

Le niveau de vie dépend essentiellement du milieu, les familles dans les zones rurales et dans les régions intérieures du pays donnent moins d'importance à l'éducation de leurs fils, faute des moyens financiers, et de motivation parfois. Une sorte de conviction s'est installée dans la pensée des certaines familles issues du milieu rural, qui stipule que leurs enfants sont destinés à être des agriculteurs, des apprentis ou des artisans dans certains cas. Une conviction que s'est développée à cause d'un manque matériel et un faible niveau d'instruction. L'enfant du milieu urbain ne devra pas être une charge pour sa famille mais un membre productif qui contribue à garantir un certain revenu familial.

De plus, l'ampleur du territoire de l'établissement, les écoliers du milieu rural sont souvent obligés à parcourir des longues distances vers et en rentrant de l'école. Ces conditions finissent par les user, les décourager et stopper leurs parcours scolaires.

L'infrastructure scolaire dépend en général de l'infrastructure globale de la région en question. L'infrastructure scolaire paye, elle aussi les frais des plans stratégiques de développement qui n'ont fait que marginaliser les zones intérieures au profit du Sahel et les côtes est du pays.

- **La dimension pédagogique et organisationnelle**

Les participations de la Tunisie à quelques évaluations internationales ont montré que nos systèmes éducatifs souffrent des lacunes en commençant de l'enseignement de base jusqu'à l'enseignement universitaire. L'enseignement de base est largement critiqué sur différents axes. Les programmes de plus en plus pauvres ont catégoriquement négligé la qualité. La rigidité des cours est un obstacle majeur à une meilleure adaptation à un contexte en changement continu. Les programmes pédagogiques de l'enseignement de base marginalise la pratique et se contente de stocker des notions théoriques dans les cerveaux des petits écoliers qu'ils les exposeront plus tard dans les examens et les tests scolaires.

Le système éducatif de l'enseignement de base souffre aussi d'une mauvaise articulation entre les différents niveaux. Aucune cohérence et souplesse de la grille-matières, on étudie des disciplines et des connaissances qui sont dissociées du réel. On pénalise nos enfants par enseignement encyclopédique au lieu de leur offrir un enseignement systématique. Le déséquilibre entre les coefficients qu'on accorde injustement à différentes matières a favorisé la négligence des certaines

disciplines. Les notes et les coefficients stressent les élèves et les pousse à privilégier des matières au dépend des autres.

Les horaires de l'école sont aussi à réviser, les différents réformes n'ont pas pu trouver la bonne formule pour avoir un horaire d'étude flexible, léger et garantissant un rendement scolaire optimal. Le calendrier et les horaires scolaires n'offrent aucune autonomie aux enfants pour pouvoir bénéficier des activités extrascolaires. Il faut noter que nos établissements souffrent aussi d'un manque ou une inexistence totale des laboratoires, des bibliothèques et des nouvelles technologies de l'information et de communication. Les heures supplémentaires demeure un fardeau qui pèse sur la conscience et la motivation de l'écolier et le budget de la famille. Ce phénomène est largement critiqué. Les opposants à cette structure d'appui la contestent parce qu'ils voient en elle une première étape implicite vers la privatisation d'un secteur aussi sensible et stratégique. Ceux qui l'approuvent sont essentiellement des parents ayant une certaine aisance financière, un niveau d'instruction respectable et un travail prenant qui les pousse à substituer le soutien paternel par les heures supplémentaires.

Un autre point qui peut affecter le rendement scolaire des élèves, à savoir le manque de coordination entre l'administration de l'école et les parents. Le nombre des réunions ne reflète aucunement une coopération et un engagement commun à optimiser le rendement scolaire des élèves. Les réunions d'échange, d'information, d'évaluation, doivent se multiplier en vue de garantir un seuil de réussite respectable et qui répond aux attentes et des enjeux du secteur.

- **Dimension stratégique**

L'Etat tunisien a misé sur l'enseignement depuis l'indépendance. Bourguiba voulait éradiquer totalement l'ignorance et l'illettrisme et s'est inscrit dans une démarche progressiste pour moderniser l'enseignement. Depuis, les gouvernements successifs n'ont fait qu'essayer de perfectionner les chiffres, les taux et les pourcentages en négligeant la qualité.

La qualité du personnel éducatif n'est pas toujours à la hauteur. La formation d'un instituteur doit évoluer au même niveau de l'évolution socioculturelle locale et mondiale. Le personnel éducatif en manque d'adaptabilité, de flexibilité ne bénéficie pas de formation complémentaire ni d'encadrement ou suivi.

La formation des professeurs a été largement critiquée. Le ministère de l'enseignement formait les instituteurs dans des instituts réservés uniquement aux étudiants désirant devenir des professeurs d'éducation de base. Cette expérience est suspendue suite aux revendications continues des nouveaux diplômés qui réclamaient leur droit d'être des instituteurs. Les maitrisards de n'importe quelle filière peuvent devenir des enseignants en suivant une simple formation théorique en pédagogie et en psychologie cognitive suivie par un stage pratique en classe tuteuré par un enseignant chevronné et l'inspecteur de la matière et d'une durée de six mois. Le niveau de l'enseignant s'est dégradé et la détérioration de la formation au métier d'enseignant a affecté le niveau de satisfaction des parents suite à l'observation des résultats scolaires de leurs enfants. La paie et les conditions générales du travail au sein de l'école influence le rendement des instituteurs qui influence à son tour le rendement des élèves.

L'Enseignement de base n'est plus le monopole de l'Etat. Les institutions privées ne cessent de s'accroître sur tout le territoire tunisien. La privatisation de l'enseignement de base se concrétise et la dualité entre les programmes, les méthodes et les pédagogies commence à prendre de l'ampleur dans l'environnement de l'enseignement. Le ministère n'exerçant pas comme il se doit le contrôle sur les établissements privés participe massivement à la dégradation du niveau des écoliers. Cette dualité qui risque de nuire aux principes de l'égalité et l'équité des chances et qui pénalisera des familles entières, rien que parce qu'ils n'ont pas suffisamment des ressources pour payer la scolarité de leurs fils dans un établissement privé. Les craintes de la privatisation se sont manifestées amplement tout au long de notre enquête et qui confirment déjà l'existence d'un sérieux débat au sein de la société tunisienne.

## Conclusion

L'enseignement est la richesse d'une nation. Tous les intervenants ayant une influence directe ou indirecte sur l'enseignement de base doivent s'engager pour fournir plus d'effort afin de garantir à nos enfants un système éducatif équilibré dans un confort total. On a essayé de déceler tout au long de ce rapport la satisfaction, le mécontentement et les inquiétudes des parents en essayant de démasquer les lacunes et remédier aux maux.

Le système éducatif tunisien doit évoluer en priorisant la qualité et la réflexion. Au fil des réformes successives, l'éducation tunisienne s'est investie dans une démarche de valorisation des chiffres et des taux au détriment de la qualité. On ne fait qu'importer des expériences sans se soucier de les faire adapter à la population tunisienne, à sa démographie et ses caractéristiques socioculturelles. Malheureusement on change de stratégie et d'expérience éducative avant qu'elle arrive à sa maturité. Ça n'a fait qu'accumuler les échecs en termes de stratégie nationale d'éducation et ça a influencé le niveau moyen de l'élève tunisien.

On doit valoriser la réflexion, l'argumentation, la démonstration ou la discussion des idées et ne plus se contenter d'un système traditionnel rigide qui se base sur l'apprentissage. Il faut bannir toute forme d'endoctrinement intellectuel, politique ou religieux des méthodes d'enseignement, et encourager les élèves à la réflexion propre sur la base d'informations objectives et diversifiées. La culture générale et le développement personnel se travaille dès les premières années d'enseignement. Des réformes à entreprendre et un effort national doit se développer. Tous les intervenants sont appelés, chacun de sa position, à protéger nos écoles et nos écoliers.

Il faut en effet remettre les jeunes au cœur de ce système, non pas en tant que chiffres et des indices statistiques dans un tableau. On a besoin de tout un effort collectif pour améliorer le niveau de nos enfants et leurs permettre de préserver le pays et en être les bâtisseurs d'un avenir meilleur.

Finalement c'est un effort étatique et sociétal collectif à fournir. Nous avons choisi de contribuer par enquête et se demander sur les soucis et les appréciations des parents en vue de voir d'une autre optique la réalité de la situation de l'enseignement de base chez les parents. On a pu réaliser qu'il faut dépasser le stade de la quantité et promouvoir la qualité. Les indices de bases et le ratio élève/enseignant sont plus que satisfaisants mais ça ne devra pas cacher le phénomène de la violence, rapidement répandue et la pauvreté de nos programmes scolaires. Il ne s'agit, peut être de faire mieux, mais essayer de faire autrement.

Un dialogue sociétal à l'échelle internationale suivie d'une stratégie nationale est devenu plus qu'une nécessité. Les réformes doivent toucher toutes les axes de l'éducation de base. L'implication doit être optimale parce que l'enjeu est de taille, c'est l'avenir de nos enfants et l'avenir du pays qui est en jeu. On est tous concernés et on est tous responsables